

**ITINÉRANCE :
UNE POLITIQUE GLOBALE EST PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE**

Sherbrooke, 14 septembre 2007. Les membres du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec réunis pour leur Assemblée générale qui a lieu cette année à Sherbrooke, ont profité de l'occasion pour afficher publiquement leur demande d'une Politique gouvernementale en matière d'itinérance. Une centaine de militantEs provenant de groupes en itinérance des quatre coins du Québec s'étaient rassemblés ce matin au Parc Blanchard. Certains élus y étaient présents.

Une Politique en itinérance permettrait une meilleure prise sur ce phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur au Québec depuis les dernières années. Une Politique gouvernementale devrait prendre en compte de façon globale les différents facteurs individuels et surtout sociaux qui mènent à l'itinérance : pauvreté, pénurie de logements accessibles financièrement, transformations du marché de l'emploi, décrochage scolaire, mal-être des jeunes en institution, etc. Une Politique en itinérance devrait reconnaître les droits des citoyens et citoyennes en situation ou à risque d'itinérance - droits trop souvent bafoués - et mettre en place un ensemble de mesures qui permettent un meilleur exercice de ces droits : par exemple, accorder un revenu décent à tous, augmenter le nombre d'unités de logement social, mieux financer les organismes en itinérance, cesser la répression faite aux sans-abri dans les espaces publics.

À l'heure actuelle, si à Québec on commence à reconnaître la gravité du problème, on tarde à mettre en place des solutions. Si l'action du gouvernement Charest en matière d'itinérance est trop timide, celle en matière de lutte à la pauvreté et de logement est carrément insuffisante pour espérer une diminution significative du nombre de personnes touchées par l'itinérance et une amélioration de leurs conditions de vie.

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec – un regroupement de plus de 200 organismes québécois en itinérance actifs dans 12 régions - entend poursuivre les pressions auprès des éluEs à l'Assemblée nationale au cours de la prochaine année afin que Québec reconnaisse l'ampleur du phénomène de l'itinérance et se dote d'une Politique en itinérance qui suive les orientations préconisées par les membres du Réseau.

Une des voies empruntées par le RSIQ sera de relancer la demande d'une commission parlementaire sur l'itinérance afin que l'ensemble des partis puissent entendre les demandes et arguments des acteurs en itinérance.

Outre ces travaux auprès du gouvernement du Québec, les membres du RSIQ ont convenu aujourd'hui lors de leur assemblée générale annuelle d'un ensemble d'actions à mener en 2007-2008, notamment des représentations à Ottawa pour la poursuite des investissements fédéraux en itinérance et la reprise d'un programme de logement social.

- 30 -

Source : Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ)

Pour informations :

Marie-Claude Vézina, Vice-présidente

Nathalie Rech, coordonnatrice

Sur place, le jour même seulement

bureau : (819) 821-2311

bureau : (514) 528-6466

cellulaire : (819) 345-8815